

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 8–12 juin 2009

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2009/9-C
22 mai 2009
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ÉTHIOPIE 10665.0

**Réponse aux crises humanitaires et
amélioration de la résistance à l'insécurité
alimentaire**

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires fournis par le PAM	633 896 331	46 981 017	680 877 340
Coût total pour le PAM	1 156 181 350	139 110 195	1 295 291 545

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

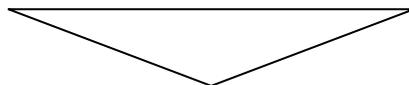
Attaché de liaison principal, OMJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)



PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 139 110 195 dollars pour l'IPSR Éthiopie 10665.0 "Réponse aux crises humanitaires et amélioration de la résistance à l'insécurité alimentaire" (WFP/EB.A/2009/9-C).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



NATURE DE L'AUGMENTATION

1. Cette révision budgétaire couvre:
 - le coût de 253 343 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, d'une valeur de 47 millions de dollars, soit une augmentation de 19 pour cent;
 - une hausse du montant alloué au transport extérieur de 24 millions de dollars en raison de l'augmentation des quantités de produits alimentaires importés;
 - une réduction du tarif unitaire du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM), qui passe de 219,24 dollars à 199,36 dollars la tonne, malgré une augmentation globale des coûts TTEM de 44,6 millions de dollars; et
 - une hausse des coûts d'appui directs (CAD) de 14 millions de dollars pour 2009 et 2010, soit une augmentation de 27 pour cent, pour l'opération de secours, y compris le système logistique reliant les pôles de stockage aux lieux de destination ("réseau en roue") dans la région Somali.
2. La révision budgétaire répond aux besoins d'une situation d'urgence prolongée suite à la sécheresse de 2008 et à l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants: on s'attend à ce que 4,9 millions d'Éthiopiens nécessitent une assistance alimentaire d'urgence en 2009.

JUSTIFICATION DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités

3. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10665.0, prévue de janvier 2008 à décembre 2010 et destinée à combattre l'insécurité alimentaire aiguë, appuie le Plan de développement accéléré et durable pour l'élimination de la pauvreté (PASDEP) mis en place par le Gouvernement. L'IPSR contribue aux Objectifs stratégiques 1, 2 et 4 du PAM. Elle comprend les quatre composantes suivantes:
 - i) **Secours:** distributions générales de vivres aux communautés exposées à l'insécurité alimentaire et touchées par de graves et imprévisibles pénuries de vivres.
 - ii) **Supplémentation alimentaire ciblée** pour les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë, les femmes enceintes et les mères allaitantes.
 - iii) **Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP)** dans les districts où l'insécurité alimentaire grave est chronique et prévisible; des activités Vivres contre travail (VCT) sont menées par les bénéficiaires aptes au travail, avec distributions gratuites à ceux qui sont dans l'incapacité de participer.
 - iv) **VIH/sida en milieu urbain:** appui alimentaire ciblé en faveur des ménages, des femmes et des enfants séropositifs ou indirectement touchés par le VIH/sida.
4. Comme il est indiqué dans le descriptif de l'IPSR, le système d'alerte rapide du Gouvernement et les évaluations saisonnières interorganisations permet d'identifier les populations vulnérables touchées par une catastrophe. Dans le cadre de l'IPSR 10665.0, les besoins de secours alimentaires ont été évalués en se fondant sur les tendances des cinq dernières années en matière de vulnérabilité, considérant que les besoins d'urgence dans les zones couvertes par le programme PPSAP pouvaient être satisfaits en utilisant les ressources pour imprévus de ce programme. Les besoins annuels de la supplémentation



alimentaire ciblée ont été calculés à partir des tendances issues du dépistage de la malnutrition aiguë effectué par le Ministère de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). L'IPSR 10665.0 ne prévoyait pas de répondre aux besoins créés par une catastrophe naturelle aussi grave que la sécheresse actuelle: le descriptif indiquait qu'en cas de crise de grande ampleur requérant des ressources supplémentaires, une révision budgétaire et le recours aux mécanismes de financement pour imprévus du PAM s'imposeraient¹.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RÉÉVALUATION

5. En 2008, la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, conjuguée aux faibles pluies saisonnières et à l'insécurité sévissant dans la région Somali ont entraîné une crise nutritionnelle et aggravé l'insécurité alimentaire de millions d'Éthiopiens. Le nombre de personnes dans le besoin est passé à 2,2 millions en avril, puis à 4,6 millions en juin et à 6,4 millions en septembre. Les bénéficiaires recevaient initialement un assortiment de produits alimentaires complet, mais en juin les déficits de financement ont contraint le PAM à diminuer les rations d'un tiers, et à distribuer certains mois un assortiment incomplet.
6. La réduction des rations a coïncidé avec une détérioration de la situation nutritionnelle, qui s'est traduite par un accroissement des admissions aux centres d'alimentation thérapeutique en juillet et août, période à laquelle les indicateurs des enquêtes nutritionnelles faisaient apparaître des taux de malnutrition globale aiguë s'échelonnant entre 12 et 20 pour cent dans certaines zones².
7. Les enquêtes de suivi post-distribution menées par le PAM³ ont révélé que 64 pour cent des ménages avaient vendu plus de bétail en 2008 pour se procurer l'argent nécessaire à leurs dépenses alimentaires; 54 pour cent avaient emprunté des denrées alimentaires ou de l'argent pour se nourrir. Au plus fort de la crise, le manque d'eau et de pâturages avait entraîné la mort d'une grande partie du bétail, y compris des bêtes de labour ainsi que des vaches et des chèvres reproductrices. La perte de leurs biens et leur endettement accru ont empêché de nombreux ménages souffrant d'insécurité alimentaire de se remettre rapidement sur pied.
8. En 2008, le PAM a distribué 371 000 tonnes de vivres dans le cadre du programme national de secours et 44 000 tonnes dans le cadre de la supplémentation alimentaire ciblée.
9. L'évaluation de la sécurité alimentaire conduite par le Gouvernement en novembre et décembre 2008 indiquait que la campagne *meher* (principale période de récolte) avait été bonne dans l'ouest du pays, mais que les récoltes avaient été mauvaises en raison de l'insuffisance des précipitations dans les districts touchés par l'insécurité alimentaire dans le sud du Tigré, la partie orientale d'Amhara et l'Oromiya. Il était prévu que les ménages

¹ Les révisions budgétaires 1 et 2 étaient liées à une réactualisation des coûts effectuée début 2008 afin de prendre en compte la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants. La révision 3 couvrait d'autres coûts opérationnels directs additionnels visant à inclure des fonds destinés à un programme conjoint PAM/UNICEF. La révision 4 couvrait l'augmentation des besoins en 2008. La révision 5 couvrait une augmentation des taux TTEM due à la hausse des coûts, notamment en raison de l'utilisation d'autres ports.

² Il n'y a pas eu d'enquête nutritionnelle standard permettant de suivre les tendances saisonnières, mais on dispose de quelques données provenant d'enquêtes ponctuelles.

³ Les enquêtes de suivi après distribution sont conduites trimestriellement et sont centrées sur les bénéficiaires des activités de secours et du programme PPSAP.



dont la principale production provenait de la campagne *belg* (récolte en milieu d'année), médiocre en 2008, auraient besoin de secours jusqu'au milieu de 2009. Dans les zones où la campagne *meher* 2008 avait été mauvaise, de nombreuses personnes nécessiteraient un soutien jusqu'en novembre 2009.

10. Le document relatif aux besoins humanitaires pour 2009⁴, qui récapitule les conclusions de l'évaluation de la sécurité alimentaire *meher*, confirmait qu'au moins 4,9 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire transitoire auraient besoin de secours d'urgence. Parmi eux, 68 pour cent se trouvent dans la région Somali, la région des nations, nationalités et peuples du Sud (abrégée sous sa forme anglaise SNNPR) et la région d'Amhara; ce chiffre est à rapprocher au niveau record de 6,4 millions de personnes en 2008. La durée prévue des opérations de secours en 2009 varie de trois à dix mois selon la région et la situation de la sécurité alimentaire. Ces bénéficiaires viennent s'ajouter aux 7,5 millions de personnes sujettes à l'insécurité alimentaire qui reçoivent une assistance pendant six mois par an en moyenne dans le cadre du programme PPSAP. Les interventions d'urgence dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture et de l'élevage sont également décrites dans le document.
11. Pendant le premier trimestre de 2009 les prix des denrées alimentaires ont baissé par rapport aux valeurs maximales atteintes en 2008, mais les cours des céréales sont restés de 40 pour cent plus élevés que la moyenne des trois dernières années⁵. Le Gouvernement procède actuellement à l'importation de 500 000 tonnes de blé pour stabiliser les prix en zone urbaine, mais l'accès aux denrées alimentaires dans les zones rurales à déficit vivrier, surtout là où les récoltes ont été mauvaises, demeure très préoccupant.
12. Le dépistage de la malnutrition⁶ conduit dans six régions en novembre et décembre 2008 a fait apparaître des taux de malnutrition aiguë modérée chez les enfants de moins de 5 ans supérieurs à ceux de 2007 pour la même période (voir le tableau 1). Seul le Tigré enregistrait une baisse entre 2007 et 2008. La différence était frappante dans l'Oromiya, où le niveau de malnutrition avait pratiquement doublé en 2008. Les taux de malnutrition aiguë modérée chez les femmes enceintes et les mères allaitantes en 2008 s'échelonnaient entre 9 pour cent à Gambella et 31 pour cent à Amhara. La crise nutritionnelle de 2008 s'étend manifestement à l'année 2009 et, à en juger par le faible niveau des précipitations, il est à craindre qu'elle ne s'amplifie en milieu d'année pendant la saison de soudure.

⁴ Document établi conjointement par le Gouvernement et des partenaires humanitaires. 2009. *Humanitarian Requirements* (Besoins humanitaires). Addis-Abeba.

⁵ Données sur les marchés recueillies sur une base hebdomadaire par les bureaux auxiliaires du PAM et données provenant de la compagnie éthiopienne de commerce des céréales (Ethiopian Grain Trade Enterprise).

⁶ Mesure de la circonférence de la partie supérieure du bras des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes dans le cadre d'un programme conjoint de l'UNICEF, du PAM et du Gouvernement (Enhanced Outreach Strategy for Child Survival) mené pour assurer la survie des enfants dans 160 districts en situation d'insécurité alimentaire.



TABLEAU 1: MALNUTRITION AIGÜE MODÉRÉE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS (%)		
	Novembre–Décembre 2007	Novembre–Décembre 2008
Afar	28,0	32,0
Amhara	6,0	10,0
Gambella	9,0	6,0
Oromiya	5,2	10,0
SNNPR	7,0	10,0
Somali	20,0	25,0
Tigré	9,6	9,0

13. Les perspectives concernant la saison des pluies de mars à mai 2009 annoncent une pluviométrie inférieure à la normale dans la partie orientale de la corne de l'Afrique⁷. Il s'agit des principales précipitations qui détermineront les disponibilités en eau et en pâturages dans les basses terres des régions Somali, SNNPR et Oromiya; elles déterminent aussi le succès de la campagne *belg*. Les pluies n'ont commencé qu'en avril dans la SNNPR, l'Amhara oriental, l'Oromiya et le sud du Tigré, faisant redouter une nouvelle mauvaise récolte *belg*. La situation sera surveillée de près et des plans d'intervention en cas d'urgence sont en préparation.

Finalité de la révision budgétaire

14. Comme cela était envisagé dans le descriptif de l'IPSR, cette révision budgétaire est centrée sur l'amplification de la composante Secours en réponse aux besoins d'urgence de 2009. Suite au processus de concertation avec le Gouvernement et d'autres partenaires, le PAM prévoit de prendre en charge 75 pour cent des besoins de secours alimentaires de 2009; le reste devrait être couvert par des organisations non gouvernementales (ONG), la Société éthiopienne de la Croix-Rouge et des dons bilatéraux⁸. Du fait que les effectifs des bénéficiaires varient chaque mois (voir le tableau 2) et que le PAM risque d'être amené à couvrir la totalité des besoins des bénéficiaires avec ses seuls vivres pendant plusieurs mois, le Programme s'attend à couvrir jusqu'à 4,9 millions de bénéficiaires des activités de secours en 2009⁹.

⁷ Forum sur les perspectives climatiques pour la corne de l'Afrique, mars 2009.

⁸ Sur la base des informations disponibles au début de 2009, des projections et de l'expérience passée.

⁹ Ces dernières années, en raison de l'échéancier des contributions des différents partenaires, le PAM a assuré la couverture de la totalité des bénéficiaires des opérations de secours pendant plusieurs mois.



TABLEAU 2: NOMBRE PRÉVU DE BÉNÉFICIAIRES DES ACTIVITÉS DE SECOURS (TOUS PARTENAIRES CONFONDUS), JANVIER–OCTOBRE 2009¹⁰	
Mois	Bénéficiaires
Janvier	3 930 000
Février	4 683 000
Mars	4 832 000
Avril	4 945 000
Mai	4 945 000
Juin	4 945 000
Juillet	1 226 000
Août	797 000
Septembre	764 000
Octobre	725 000

Note: Chiffres arrondis au millier le plus proche.

15. En ce qui concerne l'augmentation des besoins, les priorités et la stratégie de mise en œuvre sont identiques à celles de la composante Secours de l'IPSR 10665.0. L'objectif primordial est d'apporter une assistance alimentaire d'urgence aux personnes touchées par de graves et imprévisibles situations d'insécurité alimentaire.
16. L'assistance d'urgence sera fournie sous forme d'allocations mensuelles distribuées dans le cadre du programme national de secours du Secteur de la gestion des catastrophes et de la sécurité alimentaire (DMFSS)¹¹. Les comités de district gèrent les distributions de vivres; il est prévu une ration complémentaire d'aliments composés enrichis pour les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les personnes âgées et les personnes handicapées à travers des distributions générales.
17. La supplémentation alimentaire ciblée est destinée aux enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition modérée, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Une évaluation conduite en 2008 a montré que la supplémentation alimentaire ciblée apportait statistiquement des avantages nutritionnels notables aux enfants souffrant de malnutrition; une enquête de suivi sera menée en 2009¹².
18. Le DMFSS est responsable de l'allocation et de la distribution des vivres fournis par le PAM, et rend compte de leur utilisation, tandis que le personnel des bureaux auxiliaires

¹⁰ Document conjoint du Gouvernement et des partenaires humanitaires. 2009. *Humanitarian Requirements*. (Besoins humanitaires). Addis-Abeba.

¹¹ Le DMFSS est l'organisme qui remplace le Disaster Prevention and Preparedness Agency (Office de prévention des catastrophes et de planification préalable).

¹² Les principales entraves à l'efficacité de la supplémentation alimentaire ciblée comprennent le fort taux d'erreurs d'inclusion dans le cadre de la stratégie d'action locale renforcée et le partage excessif des suppléments nutritionnels au sein des ménages. Les mesures correctives à apporter consistent notamment à: i) utiliser la stratégie d'action locale renforcée pour aiguiller les bénéficiaires potentiels vers des infirmières pour un examen plus approfondi; ii) élaborer des directives pour assurer la qualité des mesures du périmètre brachial; et iii) recourir pour le dépistage à des professionnels de la santé plutôt qu'à des volontaires.



assure le suivi des distributions selon les plans établis. Les ONG fournissent des ressources complémentaires.

19. Le PAM assume la gestion et le transport des denrées alimentaires dans sept zones de la région Somali dans le cadre de l'opération logistique "réseau en roue". Les stocks de vivres sont gérés par le PAM dans des endroits stratégiques (pôles de stockage) de manière à faciliter la livraison rapide aux sites de distribution (lieux de destination); cette formule permet un suivi plus rigoureux. La création de pôles secondaires est financé au titre de l'Opération spéciale 10721.1, qui se poursuit jusqu'en décembre 2009. Les coûts renouvelables liés aux pôles existants, qui étaient auparavant pris en charge par l'Opération spéciale 10721.1, ont été inclus dans la présente révision budgétaire.

Activité	Nombre actuel	Augmentation	Total révisé
Activité de secours	792 000	4 153 000	4 945 000*
Filet de sécurité/PPSAP	2 420 000	-	2 420 000
Supplémentation alimentaire ciblée	663 000	575 000**	1 238 000
VIH/sida en milieu urbain	164 000	-	164 000
Total	3 939 550***	4 728 400	8 581 300

* Selon le mois, le nombre de bénéficiaires peut être inférieur; on s'attend à ce que 4,9 millions de personnes au maximum aient besoin de secours en 2009.

** L'augmentation du nombre de bénéficiaires résulte de: i) la méthode de comptage des bénéficiaires; ii) l'adoption du dépistage trimestriel; et iii) l'introduction du dépistage ad hoc.

*** Le nombre de bénéficiaires du programme ciblé de supplémentation alimentaire est réduit de 15 pour cent pour éviter un double comptage au titre de la supplémentation alimentaire et du PPASP.

20. La ration de secours est la même que celle décrite dans l'IPSR 10665.0: céréales, légumes secs et huile végétale, apportant 1 992 kcal/personne/jour. Dans les zones à fort risque de malnutrition aiguë grave, 35 pour cent des bénéficiaires les plus vulnérables recevront un supplément nutritionnel de 150 g d'aliments composés enrichis fournissant 570 kcal/personne/jour. Les rations destinées au programme PPSAP, à la supplémentation alimentaire ciblée et au volet VIH/sida restent inchangées.

Type de denrée alimentaire	g/personne/jour
Céréales	500
Légumes secs	50
Huile végétale	15
Aliments composés enrichis (supplément nutritionnel)	150
Total	565/618*
Kcal par jour	1 992/2 562*

* Y compris le supplément nutritionnel.



BESOINS ALIMENTAIRES

21. Les besoins de l'IPSR 10665.0 pour 2009 étaient estimés à 318 000 tonnes, dont 88,000 tonnes pour les activités de secours. Les besoins de secours à l'échelle nationale pour 2009 s'élèvent à 591 503 tonnes. Sur ce total, le PAM prévoit de prendre en charge 435 104 tonnes, soit une augmentation nette de 347 074 tonnes, qui vient s'ajouter au budget de 2009. Les 156 400 tonnes restantes devraient être couvertes par des ONG, la Société éthiopienne de la Croix-Rouge et des contributions bilatérales. Compte tenu du report des stocks du PAM de 2008, des contributions reçues en 2009 et des montants inscrits au budget actuel, l'augmentation nette au titre de la présente révision budgétaire est de 253 343 tonnes de céréales pour les activités de secours (voir le tableau 5).

TABLEAU 5: BESOINS DE SECOURS À L'ÉCHELLE NATIONALE ET POUR LE PAM, 2009 (tonnes)

	Besoins nationaux	Besoins nationaux révisés: 75% devant être couverts par le PAM	Besoins du PAM à l'origine	Besoins du PAM après révision	Report stocks PAM, contributions 2009 et solde engagements dus en 2009	Révision budgétaire
Céréales	478 950	352 311	71 280	281 031	27 688	253 343
Légumes secs	47 895	10 569	2 138	8 431	8 431	-
Huile	14 368	35 231	7 128	28 103	28 103	-
Mélange maïs-soja	50 290	36 993	7 484	29 508	29 508	-
Total	591 503	435 104	88 030	347 074	93 731	253 343

22. Les incidences sur le budget de l'IPSR 10665.0 sont indiquées dans le tableau 6 et dans les annexes I-A et I-B.

TABLEAU 6: BESOINS GLOBAUX (tonnes)

	IPSR Janvier 2008–décembre 2010	IPSR 2009 initiale	IPSR 2009 révisée	Ressources disponibles	2009 net	Solde engagements dus en 2009 au 26.3.09*	Augmentation budgétaire	IPSR révisée Janvier 2008–décembre 2010
Céréales	962 558	216 701	497 732	244 389	253 343	-	253 343	1 215 901
Légumes secs	97 958	13 867	41 970	17 398	24 572	25 171	-	97 958
Huile	49 483	22 267	30 699	22 626	8 073	14 366	-	49 483
Mélange maïs-soja	227 970	65 559	95 067	62 990	32 077	42 106	-	227 970
Total	1 337 969	318 394	665 468	347 403	318 065	-	253 343	1 591 312

* Solde des engagements dus dans le plan de budget après déduction des besoins de l'IPSR pour 2010.



ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Céréales	253 343	185,44	46 981 017
Total produits alimentaires	253 343		46 981 017
Transport extérieur			24 129 398
Transport terrestre			23 070 391
Transport intérieur, entreposage et manutention			21 565 800
Coût total du transport terrestre, entreposage et manutention			44 636 191
Autres coûts opérationnels directs			0
A. Total coûts opérationnels directs			115 746 606
B. Coûts d'appui directs² (voir l'annexe I-B)			14 262 922
C. Coûts d'appui indirects (CAI) (7,0 pour cent)³			9 100 667
COÛT TOTAL POUR LE PAM			139 110 195

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	5 771 790
Administrateurs recrutés au plan national	272 510
Personnel des services généraux recruté au plan national (révision à la baisse)	(1 860 946)
Personnel temporaire	3 128 300
Heures supplémentaires	-
Consultants internationaux	3 218 000
Consultants nationaux	108 000
Voyages officiels du personnel	1 049 918
Formation et perfectionnement du personnel	-
Total partiel	11 687 572
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	-
Charges (électricité, etc.)	27 615
Fournitures de bureau	58 579
Technologies de l'information et des communications	97 405
Assurances	-
Réparation et entretien du matériel	-
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	338 182
Autres dépenses de bureau	56 000
Prestations aux organisations des Nations Unies	106 599
Total partiel	684 379
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	107 195
Véhicules	1 120 676
Équipement de communication	663 100
Total partiel	1 890 971
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	14 262 922



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
DMFSS	Secteur de la gestion des catastrophes et de la sécurité alimentaire (Disaster Management and Food Security Sector)
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
SNNPR	Région des nations, nationalités et peuples du Sud (<i>Southern Nations, Nationalities and Peoples Region</i>)
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail